

# Une pétition déshonorante

Posté le : 1 octobre 2015 13:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur, Attitudes, Economie et politique

Comme nous l'avons souvent écrit, lorsque des économistes se groupent en meute pour signer une pétition ou un article, il s'agit toujours d'une erreur ou d'une opération médiocre. Si l'affaire était intelligente et utile, il n'y aurait pas nécessité de se grouper. Mille interventions individuelles permettraient de faire apparaître la bonté de la mesure ou de l'analyse. Chacun se ruerait pour prendre part à la gloire d'une réflexion pertinente.

Voici donc à nouveau 150 "économistes" qui se lance dans une opération de signature médiatisée. Avant même de lire la pétition, on sait qu'elle va être nulle. Leurs prédécesseurs s'étaient mobilisés pour les 35 heures, avec les résultats que l'on sait. Et aucun d'entre eux ne va crier sur les toits qu'il est l'un des signataires de cette proclamation triomphante de bêtise politicienne et idéologique déplorable.

Nulle, elle l'est en effet mais pire encore, elle est nauséuse. Il s'agit purement et simplement d'une attaque ad hominem. On ne veut pas d'un homme à la tête de la Banque de France. Le malheureux a été, un temps, dans l'équipe de direction de la BNP. Alors haro sur le sagouin au nom des grands principes !

Ces méthodes sont détestables et détruisent le peu de crédit qui entoure les économistes "officiels". Le gouvernement a persisté dans ses choix et écarté d'un pied méprisant ce petit crachat collectif. Il a eu raison.

Non pas que la consanguinité qui existe entre administration et banque ne soit pas un problème ; non pas que l'esprit de "fascio" pétainiste qui baigne l'organisation bancaire française ne soit pas condamnable ; non pas que la banque universelle ne soit pas le lieu de tous les conflits d'intérêts. Les énarques inspecteurs des finances règnent sur un petit monde entièrement cartellisé, cautionné par l'Etat (et la poche des contribuables) et où les erreurs, les manquements à l'éthique ou les catastrophes financières ne perturbent aucune carrière.

On passe des cabinets ministériels à des postes de haute fonction publique ; de la tête des hautes administrations vers celles des hautes banques, on passe de contrôlé à contrôleur. Avec un peu de talent on arrivera à la tête d'institution internationale. Pour cela il faut un pedigree impeccable. La nomination récente anticipe sur la nécessité à terme de remettre un français à la tête de la BCE. On prépare le cheval.

Tout cela se passe entre vingt énarques qui coiffent la politique et l'administration, donc la banque et l'essentiel des médias, totalement entre les mains des banques.

Alors les roquets peuvent aboyer, cela n'a pas d'importance.

Que les 150 économistes utilisent l'argent que leur donne généreusement l'Etat, directement ou indirectement, pour analyser les défauts de la banque universelle, pour établir le lien entre le système bancaire actuel et l'économie baudruche qui a explosé en 2008 ! Qu'il regarde la gestion de la zone euro et qu'ils en dénoncent les dysfonctionnements ! Qu'ils agissent pour séparer la haute fonction publique de la sphère politique ! Qu'ils analysent les défauts du système monétaire international !

Tout reste à faire dans ces domaines.

C'est certes plus difficile que de se déshonorer dans des opérations médiatiques menées contre des personnes.

Mais cela rehausserait l'image d'une profession qui a perdu avec la crise l'essentiel de son crédit, faute de l'avoir prédite, prévenue et au moins expliquée. Ne parlons pas de chemin de sortie de crise. Là les 150 économistes pétitionnaires baissent le nez et prennent bien garde aux tâches. Une carrière de minables plutôt que le risque de la pensée et l'observation juste. Bien au chaud dans la meute.

Détestable !